

ÉCLAIRAGES SUR LE SÉNÉGAL

QUELQUES REPERES

Superficie: 196 720 km² (un peu plus du tiers de la France)

Population : 11,4 millions d'habitants



QUELQUES LECTURES

www.izf.net/affiche_oscar.php?num_page=5953

Rapport sur la situation politique, économique et syndicale du Sénégal par Amadou Diaoune (CSA)

<http://training.itcilo.it/actrav/courses/2005/A1->

00394_web/resource/Rapport/Rapport%20National%20SENEGAL-Diaoune.doc

UNE BREVE HISTOIRE DU SENEGAL

La situation économique actuelle du Sénégal ne doit rien au hasard. Elle est le fruit direct de ses relations avec l'Occident depuis le 15^e siècle. A partir du milieu du 19^e siècle, l'intérieur du Sénégal a été colonisé par la France, et le pays a alors été rapidement soumis à la monoculture intensive de l'arachide. Les cultures vivrières traditionnelles ont alors été remplacées par l'importation massive de riz provenant des autres colonies françaises. Cette situation n'a pas été remise en cause lorsque le Sénégal est devenu indépendant en 1960. En 1965, l'arachide continuait à représenter 87 % des exportations.¹

Cette économie déséquilibrée est entrée en crise en 1967-1968 avec la chute brutale du cours mondial de l'arachide et la fin des subventions françaises liée à la mise en place de la Communauté européenne.

La dette du Sénégal ayant explosé², le FMI et la Banque mondiale ont imposé en 1985 un « Plan d'ajustement structurel » : baisse de la consommation et des dépenses de l'Etat, augmentation des impôts, libéralisation de l'économie, privatisations... Cette politique néo-libérale a débouché sur la montée de l'économie informelle et la montée des inégalités. Pour nourrir leur famille, de nombreux Sénégalais ne voient aujourd'hui d'autre solution que l'émigration, avec ou sans papiers.

Sur le plan politique, le Sénégal est également marqué par une grande continuité entre la période coloniale, les 40 ans de pouvoir « socialiste » et le gouvernement « libéral » au pouvoir depuis 2000.

Après la deuxième guerre mondiale, les socialistes sénégalais ont été étroitement associés au pouvoir colonial. Lors de l'indépendance, ils ont assuré sous l'égide de Senghor la transition au néo-colonialisme.

Les gouvernements successifs du Sénégal ont notamment en commun une volonté de « liquidation de la gauche sénégalaise initiée par Léopold Sédar Senghor, poursuivie avec finesse par Abdou Diouf – utilisant, selon les circonstances, l'arme de la répression ou celle de la cooptation -, œuvre continuée aujourd'hui par Abdoulaye Wade ».³

Accédant au pouvoir en 1960, lors de l'indépendance, le président socialiste Senghor a mis en place en 1962 un régime présidentiel autoritaire et centralisé. Il a pour cela fait arrêter et jeter en prison pour 12 ans le Premier ministre Mamadou Dia. De 1963 à 1968⁴, le régime a tenté d'anéantir les partis d'opposition, soit en les interdisant soit en négociant l'intégration de certains d'entre eux dans le parti au pouvoir⁵. Entre 1966 et 1974, seul le parti gouvernemental a conservé une existence légale.

Dans de telles conditions, il n'était pas étonnant que le mouvement syndical soit devenu le principal lieu d'opposition politique. « Depuis toujours, les courants situés à la gauche du PS ont fourni des bataillons de militants aux syndicats de toute

obédience »⁶. Les syndicalistes opposés au pouvoir ont été périodiquement soumis à la répression.

Une rupture s'est opérée avec l'explosion étudiante et ouvrière de mai 1968. Pour sa participation à mai 68 et aux grèves de 1969, la centrale syndicale UNTS a été dissoute par le pouvoir et remplacée par la CNTS. Celle-ci a été directement intégrée dans le parti au pouvoir. Ont également été dissoutes les organisations étudiantes (en 1969 et 1973) ainsi que le syndicat enseignant SES (en 1973)⁷.

Bayla Sow raconte : Suite à mai 1968, une gauche s'était développée dans la clandestinité. Pour lâcher du lest, le président Senghor a alors procédé à partir de 1974 à une ouverture politique limitée. C'était par ailleurs une condition pour que son parti puisse adhérer à l'Internationale socialiste, ce qui a été chose faite en 1976. A cette occasion, le parti de Senghor s'est rebaptisé Parti socialiste.

Le pouvoir a donc autorisé progressivement « quatre courants politiques » qu'il a lui-même définis. Le parti de Senghor, s'est octroyé la représentation du « courant socialiste ». Le « courant libéral » a été attribuée en 1974 au PDS, le parti fondé pour l'occasion par Abdoulaye Wade, et qui se réclamait pourtant dans un premier temps du « travaillisme ». En 1976, la représentation du courant « marxiste » est revenue à une des composantes du PAI, et en 1979, celle du « courant conservateur » au MRS⁸. Ne supportant plus la crise sociale et les luttes, Senghor a fini par partir de lui-même en 1980. Son successeur, Abdou Diouf, a alors rapidement institué le multipartisme intégral.

Franchissant un pas supplémentaire, le nouveau président socialiste a offert, entre 1983 et 1988, le poste de ministre de l'éducation à Ida Der Thiam, un syndicaliste enseignant plusieurs fois arrêté et emprisonné. Cette politique d'ouverture⁹ a été ensuite pratiquée envers plusieurs partis d'opposition entre 1993 et 1998¹⁰. Mais cela n'a pas arrêté l'usure du PS : avec l'échec des Plans d'ajustement structurel, les mobilisations ont continué de plus belle.

Bayla Sow, à l'époque également militant de l'organisation d'extrême-gauche AJ-PADS, raconte : La démocratie sénégalaise souffrait d'une contradiction terrible : Les libertés démocratiques étaient garanties depuis les années 1981, mais pendant près d'une vingtaine d'années de multipartisme, les conditions d'une alternance n'avaient jamais été réunies. L'ouverture démocratique n'était en effet que de façade. Les votes avaient lieu sans identification des électeurs : j'ai par exemple vu des enfants de 14 ans voter avec des cartes d'électeurs âgés de plus de 50 ans ! Si les élections avaient été vraiment libres, Diouf aurait perdu tous les scrutins suivant sa première élection.

A la fin des années 1990, poursuit Bayla, les conditions d'une alternance politique commençaient à être réunies. Tout le monde en avait marre. Le régime était usé, et même Abdou Diouf ne voulait plus se présenter aux élections présidentielles de 2000. C'est l'appareil de son parti qui lui avait imposé de le faire. Les jeunes n'avaient connu que Diouf, et cela d'autant plus que l'âge pour voter avait été ramené de 21 ans à 18 ans.

À partir de 1995, plusieurs responsables importants du PS entrent en dissidence et créent leur propre parti¹¹. Aux élections municipales de 1998, le PS avait beaucoup reculé. Le leader d'extrême-gauche Landing Savané en avait conclu que l'alternance était à portée de main, et qu'il serait historique de la réaliser, quelque soit celui qui porterait la bannière¹². Il fallait donc avoir un candidat capable de l'emporter sur Diouf, mais aucune force politique de gauche ne dépassait 5 %. Dans ces conditions, la seule possibilité à ses yeux était de prendre comme candidat Abdoulaye Wade, pourtant étiqueté comme libéral¹³, à condition de lui imposer un programme.

Vieillissant et fatigué, Wade était parti se reposer en France et ne pensait même plus se représenter en 2000¹⁴. Ce sont les trois principaux partis se réclamant du marxisme¹⁵ qui l'ont convaincu de se porter candidat contre le PS aux présidentielles de 2000.

Pratiquement toutes les forces de gauche se sont alors unies derrière Wade contre le PS. Tout le programme politique de la Coalition pour l'alternance en 2000 (CA 2000) avait été défini par les forces situées à la gauche du PS. Elles étaient persuadées que si Wade était élu, celui-ci allait respecter les engagements qu'il avait pris.

En 2000, explique Bayla, il y a eu un immense espoir d'alternance politique. Lorsque Wade est revenu de France pour mener la campagne électorale, il a eu un accueil triomphal. Diouf a été mis en ballottage au premier tour, ce qui ne s'était jamais vu auparavant. Pour le deuxième tour, tous les partis opposés au PS se sont regroupés en incluant notamment deux socialistes dissidents¹⁶, et cette coalition hétéroclite a été victorieuse.

Il s'agissait d'une mutation très profonde : pour la première fois, un président sortant était battu aux élections. Se posait alors un dilemme pour les forces de gauche : fallait-il gérer la victoire avec Wade, ou laisser Wade gérer celle-ci. Toutes se sont exprimées pour la deuxième solution¹⁷, mais en le contrôlant pour qu'il respecte les engagements qu'il avait pris sur les plans démocratiques, économiques et politiques. Tous les partis ayant appelé à voter pour lui (à l'exception de Jéf-Jël¹⁸ dont Wade ne voulait pas) ont donc eu des ministres, des postes dans les directions d'organismes et de sociétés publiques.

Mais Wade a très rapidement mis de côté le programme sur lequel il s'était fait élire. A part deux ou trois mesures, il a poursuivi la politique libérale entamée par la majorité précédente. Cela a entraîné un brouillage total des repères idéologiques. Le premier à être viré du gouvernement a été Dansokho du parti ex-prosoviétique PIT. Il s'était exprimé contre le projet de nouvelle Constitution qui incluait une présidentialisation du régime et une atteinte au droit de grève. Celui-ci ne pouvait plus s'exercer qu'à condition de « ne pas porter atteinte à l'outil de travail », ce qui avait été dénoncé par les organisations syndicales. Mais c'était encore l'euphorie et l'état de grâce : la Constitution a été adoptée à 98 %. La LD, l'autre parti ex-prosoviétique, est restée au gouvernement jusqu'en 2005. La seule force de gauche participant au gouvernement était donc AJ-PADS.

En 2007, les partis ayant progressivement rompu avec Wade ont fondé avec le Parti socialiste le CPC (Cadre permanent de concertation de l'opposition). Le CPC est par la suite devenu le Front Siggil Sénégal (Front pour relever le Sénégal) auquel participent également des partis de droite. C'est le « tout sauf Wade », comme il y avait eu le « tout sauf le PS » en 2000.

Le rejet de Wade s'est exprimé au cours des élections locales de mars 2009 qui ont été largement gagnées par l'opposition regroupée dans la coalition Benno Siggil Sénégal. Au sein de cette dernière c'est surtout le PS qui a gagné des mairies.

Aux origines du Parti socialiste

Premier courant politique au lendemain de la seconde guerre mondiale, les socialistes ont alors été étroitement associés au pouvoir colonial. Deux de leurs principaux représentants, Lamine Guèye et Léopold Sedar Senghor¹⁹ ont siégé au Palais-Bourbon et sont même devenus ministres de la Quatrième République .

L'historien et militant Olivier Sagna raconte²⁰ : « Sous leurs appellations successives, le parti socialiste et la centrale syndicale qui lui est liée ont compté en leur sein des militants se réclamant sincèrement des idéaux sociaux-démocrates et des luttes ouvrières. Cela s'explique notamment par le fait que le PS sénégalais est l'héritier de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), présente au Sénégal depuis les années 1920. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, il comptait dans ses rangs des travailleurs qui étaient souvent syndiqués à la CGT, fortement influencée par le Parti communiste français (PCF) ».

En 1948, Senghor a rompu avec la SFIO et son orientation assimilationniste. Ibrahima Konté raconte : « La SFIO de Lamine Guèye était surtout présente à Dakar et Saint-Louis, dont les habitants avaient la nationalité française depuis la « loi des quatre communes » de Lamine Guèye (avril 1946). Senghor, qui était un fils de paysans, a gagné une base parmi les paysans que Lamine Guèye avait ignorés, et qui représentaient à l'époque 80 % de la population.

Senghor a eu l'intelligence de revendiquer les mêmes droits pour tous les Sénégalais. Il s'est allié aux marabouts mourides de l'intérieur, alors que la SFIO était davantage liée à la confrérie Tijdiane beaucoup plus présente dans les grandes villes du Nord. Senghor s'était également implanté parmi les ouvriers, notamment les cheminots, qui étaient organisés dans le syndicat dirigé par Abbas Guèye²¹ » . Supplanté par le parti de Senghor²², la vieille SFIO de Lamine Guèye n'a pas eu d'autre choix que d'accepter d'être absorbé par lui lors de la fondation de l'UPS en 1957.

Même s'il avait rompu avec l'assimilationnisme, Senghor n'était pas pour autant partisan de l'indépendance. En 1958, son parti a accepté avec empressement de diriger le gouvernement sénégalais mis en place dans le cadre de l'Union française. Lorsque l'indépendance finit par s'imposer en 1960, le parti de Senghor est resté à la tête de l'Etat pendant 40 ans.

« Les militants issus de la CGT, sur lesquels Senghor s'était au début appuyé pour asseoir son hégémonie, ont alors été de plus en plus marginalisés au profit de ceux dont le seul idéal était la défense des intérêts du Parti-Etat » ajoute Olivier Sagna.

- 1 E.H. Seydou Nourou Touré in La société sénégalaise entre le local et le global p 192.
- 2 En ce qui concerne la dette, voir l'introduction générale sur l'Afrique dans ce numéro.
- 3 Momar-Coumba Diop Le Sénégal à la croisée des chemins Politique Africaine n° 103 p 108
- 4 Momar-Coumba Diop Le Sénégal à la croisée des chemins Politique Africaine n° 103 p 105
- 5 La vieille SFIO de Lamine Guèye rebaptisée PSAS fusionne en 1957 avec le parti de Senghor. En 1966, ce sera le tour d'une partie du PRA-Sénégal qui avait regroupé en 1958 les partisans de l'indépendance immédiate.
- 6 Entretien avec Olivier Sagna (2008).
- 7 M-C. Diop et M. Diouf (1990) page 207.
- 8 J-M Nzouankeu, Les partis politiques sénégalais (1984) p 139
- 9 Les Sénégalais utilisent le terme de « transhumant » pour les individus qui se rallient au camp adverse, et celui d'« entrisme » pour les partis acceptant de participer à des gouvernements dirigés par le parti adverse.
- 10 Il s'agit notamment des deux partis « ex-prosoviétiques », le PIT (1991-1998) et la LD/MPT (1993-1995), ainsi que du PDS de Wade (1991-1992 et 1995-1998) étiqueté « libéral ».
- 11 L'URD de Djibo L. Kâ (1996) et l'AFP de Moustapha Niasse (1999).
- 12 « Une manifestation politique s'était accompagnée de la mort de plusieurs policiers. Suite à cela, les principaux dirigeants de gauche s'étaient retrouvés en prison en compagnie de Wade. Cela a créé des liens personnels entre eux qui ont facilité le brouillage idéologique actuel ». (Bayla Sow).
- 13 « Abdoulaye Wade se disait libéral, mais il était en fait davantage populiste que libéral. Quand il est venu au pouvoir il a d'ailleurs pris sur certaines questions davantage de mesures sociales que le PS ! » (Bayla Sow)
- 14 Pour Bayla Sow, « Landing a réussi à convaincre les deux partis pro-soviétiques qu'il était possible de faire un pas qualitatif vers l'alternance politique en réalisant une alliance derrière Wade ». Ibrahima Konté nous a présenté une version différente : « C'est Dansokho du PIT et Bathily de la LD qui ont organisé en 1998 la réconciliation avec le PDS, dans le front large Alternance 2000. Ils sont allés voir Wade pour lui dire qu'il allait revenir au Sénégal ».
- 15 Il s'agit des partis ex-prosoviétiques PIT, et LD/MPT ainsi que le parti d'extrême-gauche AJ-PADS.
- 16 Il s'agissait de Moustapha Niasse (AFP) et Djibo Leïty Kâ (URD) dont l'itinéraire est évoqué dans l'article de ce numéro sur les "transhumants".
- 17 « AJ-PADS avait imposé un candidat ayant remporté les élections et avait participé à la mise sur pied du programme. Dans ces conditions, ceux qui dans AJ n'étaient pas d'accord avec cette politique étaient extrêmement minoritaires » (Bayla Sow).
- 18 Jéf-Jël est dirigé par Talla Sylla.
- 19 Lamine Guèye a participé au gouvernement Léon Blum en 1946, et Senghor a celui d'Edgar Faure en 1955.
- 20 Entretien avec Olivier Sagna (mai 2008).
- 21 Abbas était un des responsables de l'UGTAN dont Sékou Touré était secrétaire général avant de devenir président de la Guinée. C'est Abbas qui a permis à Senghor de gagner les élections à Dakar où son syndicat était très puissant (Entretien avec Ibrahima Konté).
- 22 Le parti de Senghor s'est appelé successivement BDS (1949), BPS (1957), UPS (1958), et finalement PS à partir de 1976 où il devient section de l'Internationale socialiste.

ENTRISTES ET TRANSHUMANTS

Bayla Sow explique : « A chaque fois que le président socialiste Diouf se sentait en difficulté, il procédait à une politique d'ouverture. Au début des années 1980, il a commencé par proposer des ministères à certains opposants. C'est ce que nous appelons « la transhumance » qui consiste pour des individus à aller brouter là où l'herbe est verte, comme le font les Kouchner et les Besson. Au Sénégal, cela a eu lieu depuis longtemps. Sarkozy devrait payer des droits d'auteur !

Par la suite Diouf a carrément proposé à des partis d'opposition d'entrer au gouvernement. C'est ce que nous appelons « l'entrisme ». Avant l'alternance de 2000, le PIT, la LD/MPT et le PDS ont ainsi participé à des gouvernements PS. Cela n'avait jamais été le cas d'AJ-PADS : Landing Savané avait toujours refusé les propositions de postes ministériels. Cela faisait d'AJ une organisation respectée¹.

Dans son livre paru en 2006, le journaliste Abdou Latif Coulibaly² estime que 83 % des ministres de Wade n'ont jamais adhéré à ses positions quand il était dans l'opposition. Coulibaly explique que cette politique de débauchage avait été inaugurée au milieu des années 1970 par les socialistes lorsqu'ils étaient au pouvoir pour démanteler l'opposition : « Ce fléau politique avait atteint des sommets avec le débauchage de plus de 40 % des députés élus sur la liste nationale du PDS aux élections de 1983 ».

PORTRAITS DE QUELQUES « TRANSHUMANTS »

Ida Der Thiam

Né en 1937, cet historien a tout d'abord été un responsable syndical plusieurs fois jeté en prison sous Senghor. Il a ensuite accepté entre 1983 et 1988 le poste de ministre de l'Education proposé par Abdou Diouf, le successeur de Senghor, ce qui a contribué à une fragmentation du syndicalisme enseignant.

Lors des élections de 1988, Ida Der Thiam s'est impliqué pleinement dans la campagne contre Wade en créant le mouvement "C'est en Abdou que nous croyons". Il a été néanmoins éjecté du gouvernement dès la réélection d'Abdou Diouf. Il a alors créé son propre mouvement, la Convention des démocrates et des patriotes (CDP), et obtenu 1,2 % des voix au premier tour des présidentielles de 2000.

Ida Der Thiam s'est ensuite rallié à Wade et a fusionné sa formation politique avec le PDS.³

Djibo Leïty Kâ (URD)

Né en 1948, Djibo Leïty Kâ a été directeur de cabinet du socialiste Senghor entre 1976 et 1981. Constamment ministre de 1981 à 1995, il a ensuite été mis sur la touche. Démissionnant du PS en 1998, il a alors fondé l'Union pour le Renouveau démocratique (URD). Djibo Leïty Kâ est arrivé en quatrième position aux élec-

tions présidentielles de 2000 avec 7,1 % des suffrages. « Pour le deuxième tour, Djibo Leïty Kâ a eu une attitude particulièrement malhonnête : dans un premier temps, il avait dit qu'il faisait campagne pour Wade, et en une journée, il a basculé en faveur de Diouf. Mais l'URD, s'est alors fissuré, et une aile de son parti est restée avec Wade »⁴.

Tout cela ne l'a pas empêché de devenir ministre de Wade en 2004⁵. Avec un parfait cynisme, Djibo Leïty Ka explique : « Nous sommes à l'aise, aujourd'hui, avec le libéral-social qu'est Me Abdoulaye Wade. Il est libéral-social, nous sommes sociaux-démocrates, il n'y a pas de quoi s'étonner. Dans le monde, nous avons vu des alliances de cette nature. Nous avons trouvé dans cette alliance d'autres qui s'inspiraient du marxisme-léninisme. Personne n'avait trouvé à redire »⁶.

Moustapha Niasse (AFP)

Socialiste né en 1939, Niasse a été ministre en 1979, puis Premier ministre en 1983. Il est redevenu ministre de 1993 à 1998. Il a ensuite quitté le PS en 1999 pour fonder l'Alliance des forces de progrès (AFP).⁷

Aux élections présidentielles de 2000, Niasse est arrivé au premier tour en troisième position avec 16,8 %. Niasse a soutenu Wade au deuxième tour dont il a été le Premier ministre pendant 11 mois.

Après une éclipse de la vie politique sénégalaise, il s'est présenté contre Wade en 2007 dans le cadre d'une coalition, et a obtenu 5,9 % des voix.

L'AFP participe au Front Siggil (fondé en 2007) qui regroupe la plupart des partis qui ont progressivement rompu avec Wade, le PS, ainsi que des partis de droite.

1 Entretien avec Bayla Sow.

2 Abdou Latif Coulibaly « Une démocratie prise en otage par ses élites » (2006) pp 181-194.

3 Coulibaly (2006) pages 68 et 167-179.

www.seneweb.com/news/article/10652.php

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=lba+Der+Thiam

4 Entretien avec Bayla Sow.

5 www.urdsenegal.sn/index.php?option=com_content&task=view&id=13&Itemid=27

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Djibo+Le%EFTy+K%E2

6 Interview à Walfajari.

7 www.afp-senegal.org

CRISE ALIMENTAIRE, MONTÉE DES PROTESTATIONS POPULAIRES

Interview de Cherif Younouss Dianté* par Amélie Canonne** (avril 2008)

En 2008, des protestations populaires ont éclaté en quelques mois sur tous les continents face aux énormes pressions sur les prix des produits alimentaires. Aux Philippines, en Egypte, au Sénégal, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Maroc, au Cameroun ou encore en Haïti, le pouvoir d'achat moyen ne permet plus de faire face aux dépenses alimentaires indispensables, non plus seulement pour les groupes appauvris et précaires mais également au sein des classes moyennes, employés du secteur formel et de la fonction publique ou parapublique.

C'est véritablement une crise alimentaire structurelle qui affleure au grand jour, et qui montre à la fois :

- *l'échec des modèles de développement et de leur mépris des problématiques des agricultures vivrières et des marchés locaux,*
- *l'incapacité des règlementations commerciales multilatérales fondées sur l'idée d'un équilibre heureux et à moindre coût entre offre et demande,*
- *enfin, les conséquences in vivo du mouvement de contagion spéculative vers les marchés agricoles à l'échelle globale autant que locale.*

Faibles du point de vue de leurs capacités à développer des politiques publiques audacieuses (même quand ils ont à cœur de mettre en scène leur force en réprimant les manifestations et démonstrations de colère), les gouvernements sont largement impuissants.

Amélie : Comment se manifeste la crise alimentaire au Sénégal depuis quelques mois ?

Cherif : L'inflation est au delà-du supportable, le carburant et les denrées de première nécessité sont devenus quasi inaccessibles pour les populations. Et certaines denrées ont même disparu des étalages car l'inflation augmente tous les jours et les commerçants font de la rétention. En exemple, le sac de 50 kg de riz a augmenté de près de 50% en l'espace de deux mois, de 9 500 francs CFA à 17 000 (14 euros à 25 euros) et ceci à Dakar. Rendu à l'intérieur du pays, il passe carrément à 20 000 francs CFA soit 30 euros 25 cents : en effet le riz, qui est un produit importé, est débarqué, au port de Dakar, avant d'être transporté vers l'intérieur du pays, ce qui renchérit le prix dans les régions. Tout ceci ajouté à la situation des entreprises avec son lot de fermetures et de compressions de personnel nous met dans une situation d'insécurité sociale quasi permanente.

Amélie : Pour avoir une idée plus précise, peux-tu nous donner une idée du niveau de vie et du pouvoir d'achat moyens des Sénégalais ?

Cherif : Le salaire moyen se situe entre 150 et 350 euros dans la fonction publique et entre 200 et 1000 euros dans le secteur privé avec des pics parfois supérieurs à 1000 euros pour les cadres intermédiaires et supérieurs. Quant au sac de riz de 50 kg, il peut nourrir une famille de 5 à 6 personnes pendant un mois. Il faut préciser que le riz est un aliment complémentaire, indispensable au fameux "Thiébou Diène" plat national servi généralement au déjeuner seulement.

Amélie : Qui sont les Sénégalais touchés par cette crise inflationniste ?

Cherif : Toutes les classes le sont, nonobstant le revenu qu'on peut avoir. La solidarité, qui est un élément social important dans notre pays, fait qu'on partage toujours ce qu'on gagne avec les parents et amis, qui à la fin du mois, ou devant une difficulté, viennent toujours vous voir pour solliciter une aide. Mais, il est vrai aussi que la crise frappe plus durement les paysans, les artisans et les petits métiers. Les premiers tirent leur revenu de l'agriculture qui, avec les mauvaises saisons hivernales (pluies insuffisantes, manque de semences et d'intrants agricoles etc.) mais aussi et surtout la mauvaise orientation de la politique agricole tournée dorénavant vers les biocarburants, ont fini de mettre à genoux notre paysannat. Quant aux artisans et petits métiers du secteur informel, ils gagnent leur pain à travers justement ce que cette classe moyenne peut dépenser : travaux domestiques, réparations de voitures, achat de biens et services divers... Et comme la classe moyenne croule sous les difficultés, elle est encline à faire l'économie de certaines dépenses non urgentes.

Amélie : Comment les acteurs sociaux sénégalais analysent-ils les causes de cette crise ?

Cherif : Certaines causes de cette crise sont à chercher sur un plan global, dans la politique des échanges commerciaux internationaux et dans la détérioration des termes de l'échange. Les conséquences des politiques d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale, les échecs de l'OMC, des accords UE-ACP etc. ont fini par mettre à genoux les campagnes où la pauvreté a atteint des niveaux inimaginables ces vingt dernières années. La paupérisation des masses s'est accrue, et explique la montée de l'exode rural et de l'immigration clandestine, "car la terre ne nourrit plus" selon les propres termes des paysans. Aujourd'hui, dans nos pays, les responsables politiques invoquent souvent les nouvelles puissances asiatiques, la Chine, l'Inde etc., grands consommateurs de riz, dont le pouvoir d'achat s'est accru du fait d'un taux de croissance à deux chiffres et qui aujourd'hui importent du riz car ils peuvent se permettre maintenant deux repas par jour. Ils incriminent également la baisse des réserves mondiales de céréales, et l'intervention des investisseurs de toutes sortes (fonds de pensions,

fonds souverains etc.) qui se détournent de l'or noir et envahissent le secteur des denrées alimentaires, étranglant ainsi les couches les plus faibles des pays pauvres d'Afrique et d'Asie. Nos gouvernements se concertent régulièrement au sein des cercles régionaux (Union Africaine, CEDEAO, UEMOA etc.) ; mais la plupart de leurs décisions restent lettre morte, sinon tardent à se réaliser du fait de la faiblesse des moyens, mais aussi et surtout des rapports de forces dans les relations commerciales internationales en faveur des pays occidentaux.

Amélie : Pour reprendre l'exemple du riz, peux-tu nous expliquer le contexte de sa production et/ou de son importation au Sénégal ?

Cherif : Mon pays importe chaque année 600 000 tonnes de riz. La production dans la vallée du fleuve Sénégal représente environ 10 % des besoins nationaux. Ce riz est exporté vers la Mauritanie pour deux raisons : les Sénégalais n'aiment pas sa qualité, qui s'est pourtant améliorée, lui préférant de loin le riz thaïlandais, et il n'existe pas de piste pour amener ce riz local vers les autres régions du Sénégal. La vallée étant frontalière à la Mauritanie, le riz passe directement de l'autre côté du fleuve Sénégal. Quant au riz casamançais, bien apprécié, il sert à la consommation locale des familles. Sa culture n'a pas pu s'intensifier, certainement à cause de la faiblesse des investissements, conséquence des mouvements de rébellion existant dans cette région.

Amélie : Comment se sont organisées les mobilisations populaires et qui en sont les acteurs ?

Cherif : Il y a en gros deux grands secteurs mobilisés. D'abord les syndicats réunis dans deux grands blocs (Intersyndicale et Front uni syndical), avec un plan d'actions contenant une grande marche unitaire, suivie d'une grève générale. La marche a été interdite et quelques leaders ont bravé l'interdiction, puis il y a eu une espèce de léthargie due à des pesanteurs politico-syndicales qui sont d'ailleurs en train de se dissiper. Au niveau de notre centrale syndicale, la décision a été prise lors d'une réunion du Bureau national la semaine dernière, de prendre le pouls des syndicats de base (une soixantaine) pour aller vers la grève générale même seuls. Certains syndicats de base se sont déjà prononcés (les enseignants) pour y aller. L'autre groupe est bien sûr la « société civile » non syndicale, notamment les associations de consommateurs dont la marche a été interdite, et qui ont quand même organisé un sit-in dispersé par la police. Les dirigeants du sit-in ont même été mis en prison puis libérés et doivent passer en jugement le 11 avril. Les ONG sont présentes également à travers des campagnes de sensibilisation dans tout le territoire national. De fait, très souvent, les syndicats, les partis politiques, les associations de consommateurs et de paysans, ONG etc. se retrouvent dans les mêmes marches ou sit-in. Il faut noter que la grogne en milieu scolaire est antérieure aux événements liés à l'inflation observée ces derniers mois, et qu'elle touche autant les enseignants

que les élèves et les étudiants. Mais les syndicats n'ont pas de solution concrète face aux problèmes des paysans, sauf de déplorer leur situation et de demander des aménagements fiscaux et des augmentations de salaires permettant à leurs militants d'améliorer leur pouvoir d'achat. Quant aux associations de paysans, elles sont affaiblies par leur division et se trompent d'objectifs, dans ce sens qu'elles se battent beaucoup plus pour améliorer les prix d'achat des céréales, du coton etc. que de lutter sérieusement contre la paupérisation du monde rural.

Amélie : Mais y a-t-il selon toi un contexte spécifique au Sénégal qui entretient voire renforce les protestations ?

Cherif : Oui, le contexte politico-social du Sénégal est marqué par une crise politique profonde, car les partis d'opposition historiques avaient boycotté les dernières élections législatives, ce qui a permis au parti au pouvoir de rafler plus de 90 % des sièges de députés et d'installer confortablement son pouvoir au niveau des institutions, avec un Sénat contesté sous l'ancien régime, qu'il a remis en place, et dont les Sénégalais ne voient pas l'utilité sauf pour caser des militants non servis par l'alternance. Le train de vie de l'Etat est dénoncé par les syndicats, les partis politiques, les associations et les ONG. Le gouvernement a pris quelques mesures jugées insuffisantes par les partenaires sociaux (réduction du nombre de ministres de 45 à 30, diminution des salaires des ministres, députés et sénateurs de l'ordre de 5 %).

Amélie : Le gouvernement a-t-il pris des mesures spécifiques à la suite de l'explosion de la crise alimentaire et qu'en pensent les forces sociales qui sont actuellement mobilisées ?

Cherif : Le gouvernement vient d'octroyer une enveloppe de 10 milliards de francs CFA pour le monde paysan alors que les experts pensent qu'il faut 40 fois plus pour éviter la famine déjà installée en monde rural, qui favorise l'exode et l'immigration clandestine des jeunes. Il vient aussi de décider d'une baisse de la fiscalité de 5 milliards sur les salaires, ce que les syndicats jugent insuffisant car représentant seulement 5 % de la fiscalité sur les salaires. Lors de la négociation entre les centrales syndicales et le patronat, le gouvernement a aussi proposé la création de magasins de référence et de centrales d'achat. Concernant celles-ci, il promet de mettre à la disposition des deux inter-syndicales la somme de 500 millions francs CFA chacune pour la mise en place des centrales d'achat, ceci pour lutter contre la rétention et la spéculation sur les denrées de première nécessité. Les centrales syndicales jugent ces mesures insuffisantes et demandent une augmentation des salaires dans le privé. Le patronat refuse, jugeant qu'il n'y a aucune mesure en faveur des entreprises, leur permettant "d'absorber cette augmentation" selon leurs propres termes.

* **Chérif Younouss Dianté** est prématurément décédé en mars 2009 au moment où il se préparait à partir à la retraite. Syndicaliste des télécoms, il était notamment chargé des relations internationales pour le syndicat SYTS et la confédération CNTS. Il a été pendant 10 ans le principal lien entre Sud Ptt et le syndicalisme sénégalais.

****Amélie Canonne** travaillait, au moment où elle a réalisé cette interview, pour l'association AITEC, un réseau de professionnels, de chercheurs et de citoyens engagés dans le mouvement social.

<http://aitec.reseau-ipam.org>



INTERVIEW D'UN ANCIEN PÊCHEUR

Je suis né dans une famille de pêcheurs, et j'ai toujours connu mon père avec une pirogue et des filets. J'ai fait ce métier de 1975 à 2000. Je pêchais à proximité, mais il m'arrivait d'aller avec des amis jusqu'à Mbour, Kayar ou Joal. Mais, comme le disait mon père, les conditions de la pêche ont changé. Le poisson est devenu rare suite à la pêche intensive qui a été un véritable massacre. La pêche n'ayant plus d'avenir, il a fallu que je trouve autre chose. Je me suis alors lancé, avec un de mes frères, dans la fabrication de parpaings.

Aujourd'hui dans mon village, il est triste de voir que beaucoup de jeunes ont disparu en mer pour avoir voulu gagner l'Espagne avec des embarcations de fortune. La vie est dure depuis qu'il n'y a plus de poisson. Entre 2004 et 2007, ne sachant plus à quel saint se vouer, beaucoup de jeunes ont tenté leur chance au péril de leur vie. Les pirogues étaient destinées à pêcher du poisson. Maintenant elles servent à tenter de partir vers l'Europe pour y gagner de l'argent. Ceux qui tentent la traversée sont souvent originaires de villages de pêcheurs. Si les modes de pêche étaient mieux structurés, ils resteraient ici.

Au total, 20 000 à 50 000 Sénégalais ont, d'après moi, pris ainsi la mer, et 40 % d'entre eux ont péri pendant la traversée. Un de mes frères est parti ainsi, et il est maintenant en Espagne. Un de mes neveux est également arrivé vivant. Par contre, un autre de mes frères a été porté disparu. La pirogue d'un troisième s'est échouée au Maroc. Il en est ressorti vivant, mais il y avait 36 morts à bord. Néanmoins des jeunes continuent à vouloir partir en pirogue.

Je crois que la majeure partie de ceux qui sont partis le regrettent aujourd'hui. La vie n'est en effet pas facile pour eux en Europe. Beaucoup de jeunes qui sont arrivés là-bas n'ont pas de papiers et doivent vivre cachés. La réalité n'est pas celle qu'ils avaient espérée.

Mon frère, qui est en Espagne, m'a dit que si c'était à recommencer, il resterait au Sénégal avec sa famille. Il m'a dit de ne jamais faire comme lui, parce que cela équivaldrait à un suicide.

Ces derniers temps les tentatives de traversée se sont ralenties. Cela s'explique en partie par les mesures prises en Europe en liaison avec les gouvernements africains. Simultanément des jeunes comprennent maintenant que la traversée est trop risquée, car ils ont de nombreux camarades morts en mer.

Lorsque j'étais pêcheur, je militais activement dans des mouvements associatifs. J'étais également responsable du comité de Pikine d'AJ-PADS, parti que j'ai quitté en 2006.

UNE SITUATION SANITAIRE DIFFICILE

Entretien avec Mdeyed Diakaté et Fama Fall

Propos recueillis par Paul Martial*

Ndèye Diakhate est infirmière et militante du Syntras (Syndicat national des travailleurs de la santé affilié à la CSA (Confédération des Syndicats autonomes). Fama Fall est professeur d'économie familiale et sociale, elle était à l'époque responsable des activités femmes de la CSA.

Elles font le point sur la situation sanitaire du Sénégal, et nous décrivent les difficultés des Sénégalais(e)s pour avoir un accès à un droit fondamental : celui de la santé.

Peux-tu présenter le syndicat Syntras ?

Mdeyed Diakaté : Le plus fort pourcentage d'adhérents se trouve chez les précaires, et nous tournons autour de 4 000 à 4 500 membres pour l'ensemble du Sénégal. Un point important pour nous est l'autonomie et l'indépendance du syndicat vis-à-vis du gouvernement. Si nous ne sommes pas des ennemis de l'Etat et du patronat, nous ne sommes pas non plus leurs alliés.

Quel est le taux de remboursement des soins et des médicaments au Sénégal ?

M.D : Pour les fonctionnaires, et les salariés en général, le remboursement est de 4/5, il reste donc 1/5 à la charge du patient. Mais pour ceux qui sont dans l'informel, il n'y a aucune prise en charge donc il faut que les personnes prennent une cotisation volontaire ; en fait il y a environ 6 millions de Sénégalais qui travaillent, mais nous n'avons pas 6 millions de salariés. On considère que 70% de gens sont dans l'informel (on n'a pas de statistique sur le pourcentage de la population informelle qui a une mutuelle, mais c'est extrêmement faible). Donc les gens se débrouillent en faisant de l'automédication et en visitant les charlatans.

Le problème des faux médicaments au Sénégal se pose-t-il ?

M.D : Oui, on a ce problème, les pharmaciens réagissent avec l'appui de l'Etat pour canaliser et éradiquer ce fléau et, jusqu'à présent, ce problème persiste, car nous sommes un pays dit sous-développé et, comme la santé coûte cher, la population va où c'est le moins cher pour pouvoir acheter les médicaments prescrits. C'est, bien sûr, encore dans les mœurs et, il est difficile d'arrêter ces pratiques.

Fama Fall : On trouve sur le marché tous les médicaments disponibles, médicaments entre guillemets car leur fabrication pose problème. Il y a aussi des déficits dans la formation et l'éducation des populations. En effet, les gens vont se soigner

au marché et ce sont les vendeurs ambulants qui donnent des conseils : ce médicament soigne telle maladie etc. Il y a aussi des points de vente non officielle "Keur Serigne bi", là bas tu viens avec ton ordonnance, il y a des intermédiaires sans formation qui prennent ton ordonnance et qui entrent dans le magasin et achètent des médicaments qui coûtent peut-être deux fois moins cher que dans une officine.

Est-ce que les grandes entreprises pharmaceutiques font des tarifs plus bas pour des pays comme le Sénégal ?

M.D : Non, on est obligé d'aller à l'officine pour acheter les médicaments et ils font les prix occidentaux. Mais avec la dette de l'Etat, avoir des médicaments dans les structures hospitalières est tout un problème. Les médicaments et l'oxygène font défaut dans toutes les structures.

Existe-t-il des relations entre médecine traditionnelle et médecine classique ?

M.D : Oui depuis quelques années il y a des relations au niveau du ministère de la santé ; il y a des départements chargés de la pharmacopée où travaillent des traditionalistes et des médecins qui essaient de trouver un terrain d'entente pour prendre en charge certaines maladies.

Au niveau de la santé, quel est le lien entre les ONG et les services de l'Etat ?

M.D : Au Sénégal nous avons des coopérations, mais il faut que l'Etat participe, ne reste pas les bras ballants et laisse les organismes internationaux s'occuper de la santé.

Est-ce que les maladies du HIV sont prises en charge complètement ?

M.D : Oui, il y a une prise en charge complète, mais vous savez au Sénégal c'est aussi une question taboue. La prise en charge est effectuée et le dépistage est gratuit. On croise les doigts, car nous n'avons pas une prévalence aussi forte que dans d'autres pays africains.

Pour quelles raisons ?

M.D : La majorité des sénégalaises sont musulmanes et, avec la religion, même pour les femmes chrétiennes, cela joue ; disons que cela limite le vagabondage. De plus il y a le programme Sida, qui fournit des informations, organise des forums et des séminaires.

FF : En effet pour expliquer aussi pourquoi nous avons un taux si bas, c'est que nous avons pas mal de points de discussion sur le Sida, notamment en milieu scolaire avec « conseil Sida » qui fait de la formation avec des formateurs, des enseignants, etc. Au niveau des quartiers, il y a des centres ados qui font de la prévention, il y a des clubs pour l'éducation à la vie familiale. Ce sont des clubs qui existent dans les structures, donc en fait il y a plusieurs couches qui parlent du Sida pour l'éducation et pour éviter le Sida.

Quelle est la situation de la prévention pour la santé des femmes ?

M.D : Au Sénégal il y a des campagnes de dépistage du cancer du sein ou du cancer de l'utérus, c'est le cas dans les grandes villes. Pour les campagnes, il y a des caravanes composées de médecins, d'infirmiers, de sage-femmes et de spécialistes pour les maladies comme le cancer, la tuberculose le Sida. La fréquence de ces caravanes est d'une fois par an, et pour le diabète deux fois par an.

F.F : Concernant les cancers, il y a un problème de sensibilisation, même pour les femmes instruites. En fait quand il y a diagnostic d'un cancer, c'est la mort assurée et donc les gens préfèrent fermer les yeux et laisser passer, sauf quand il y a possibilité de se faire soigner à Paris.

Quand on a un cancer au Sénégal comment fait-on pour se soigner ?

M.D : Les soins pour le cancer ici ce n'est pas donné, c'est même excessivement cher lorsque la prise en charge par la protection sociale fait défaut. Alors, en général, les parents déboursent, la famille débourse et quand on n'a pas cela, alors c'est la mort, car la chimiothérapie coûte très cher au Sénégal et la majeure partie des Sénégalais n'en ont pas les moyens. Alors, l'idée c'est de se dire que j'ai ou non le cancer, comme je n'ai pas le moyen de me soigner, autant ne pas savoir.

Pouvez-vous nous parler de la mortalité infantile ?

M.D : La mortalité infantile a un peu régressé, mais elle reste importante. Elle est due au processus d'accouchement. L'Etat qui tend vers la privatisation des secteurs de la santé, les structures qui ferment et la dette colossale de l'Etat, font que tous ces problèmes là pèsent beaucoup. La protection infantile c'est un slogan, mais dans les faits, c'est différent malgré les campagnes de vaccinations BCG, polio etc.

Comment se passent les accouchements dans les villages ?

M.D : Il y a des "cases de santé" avec des matrones qui sont formées pour l'accouchement. Au-dessus, il y a des "postes de santé", ensuite des "centres de santé", et enfin les structures hospitalières.

Mais quand il y des problèmes ?

F.F : Il y a des cas où les enfants se présentent mal ou que d'autres difficultés surgissent lors de l'accouchement, alors on met les femmes sur des charrettes pour faire des kilomètres et des kilomètres. Même quand vous arrivez dans une structure, celle-ci n'a pas toujours les moyens nécessaires, alors c'est la catastrophe.

* Paul Martial participe à la revue *Afriques 21* www.afriques21.org et au blog *Afriques en lutte* <http://afriquesenlutte.blogspot.com>

RÉSISTANCE À LA RECOLONISATION DES TÉLECOMMUNICATIONS

Par Alain Baron *

Par un communiqué conjoint daté du 8 avril 2009, France Télécom et l'État sénégalais avaient annoncé leur volonté commune de faire passer de 42,3 % à 52,2 % la participation de France Télécom dans le capital de la Sonatel, l'opérateur historique sénégalais. L'État sénégalais n'aurait alors conservé que 17,28 % du capital. Il était prévu que cette opération soit réalisée avant fin juin 2009.

La multinationale France Télécom, dont le ressort fondamental est la recherche du profit, aurait alors eu une mainmise totale sur une entreprise chargée de missions de service public au Sénégal. Une activité aussi stratégique que les télécommunications aurait été entièrement pilotée à des milliers de kilomètres de distance, depuis la capitale de l'ancienne puissance coloniale.

Les salariés de la Sonatel et leurs organisations syndicales ont immédiatement exprimé leur refus. Ils ont dénoncé avec force les conséquences prévisibles d'un tel projet sur l'aménagement du territoire, avec le délaissement d'activités jugées les moins rentables, comme par exemple la téléphonie rurale. Ils ont exprimé leur crainte que certaines activités soient transférées en France, avec la perte des revenus qu'elles procurent actuellement à des Sénégalais. Ils redoutaient que la volonté de satisfaire les actionnaires français ne l'emporte sur leurs emplois et avantages acquis.



SENEGAL

Du strict point de vue financier, les syndicalistes de la Sonatel dénonçaient une politique à courte vue : la somme que France Télécom avait prévu de verser à l'État sénégalais ne correspondait en effet qu'à ce qu'il pouvait normalement recevoir sous forme de dividendes pendant une dizaine d'années en maintenant son niveau de participation dans le capital. En bref, c'était le sort des générations futures qui était ainsi engagé.

Pour faire échouer ce projet, les organisations de la Sonatel ont engagé de multiples actions : assemblées générales, sit-in, refus de laisser entrer dans les locaux des responsables venus de France, etc. Une vaste campagne en direction de l'opinion publique, des responsables politiques, associatifs et religieux a été mise en place. Le point culminant de cette mobilisation a été la préparation d'une grève et l'organisation d'une manifestation nationale qui a rassemblé la grande majorité du personnel de l'entreprise. Un soutien a été apporté par les syndicalistes français qui sont intervenus auprès de la direction du groupe pour la faire renoncer à un tel projet.

Face à une telle levée de boucliers, l'État sénégalais a annoncé, à la veille du 1er mai, qu'il renonçait finalement à vendre des actions à France Télécom. Le projet annoncé le 8 avril a donc été « annulé de fait », pour reprendre les propos d'Ibrahima Konté, un des principaux responsables syndicaux de la Sonatel. Néanmoins, la vigilance s'impose. D'une part, l'État sénégalais est criblé de dette et est à la recherche d'argent frais ; d'autre part, France Télécom ne semble pas avoir renoncé à renforcer sa mainmise sur l'opérateur télécom le plus rentable de l'Afrique de l'Ouest.

- **Alain Baron est militant de SUD-PTT. Il participe depuis 10 ans aux liens que son syndicat entretient avec les syndicalistes de la Sonatel.**

NB : Cet article a été publié dans le n°2 de la revue *Afriques21* à laquelle participe *Solidaires* www.afriques21.org

Plusieurs articles concernant l'intervention conjointe de syndicalistes sénégalais et français des télécoms ont été par ailleurs publiés dans le n°1 de la revue internationale de *Solidaires* disponible sur le site www.solidaires.org, ou directement à :

**http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/mondialisation/article_baron1.html
<http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/senegal/senegal.html>**

LES PARTIS POLITIQUES SÉNÉGALAIS

Une "cartographie" chronologique des partis est disponible ci-après, en page 2 de couverture, ainsi que dans la rubrique "International" sur www.solidaires.org

LES PARTIS POLITIQUES DU SENEGAL

1945 - 2009

45	Fondation RDA, parti inter-africain						SFIO (1938, L. Gueye) Senghor, Gueye députés	
46								
47								
48							Départ Senghor	
49							BDS (Dia, Senghor)	
50								
51								
52								
53								
54								
55							Senghor ministre	
56	Loi-cadre Deferre							
57	Grèves							
58	Référendum autonomie interne							
59	Grèves							
60	INDEPENDANCE, 3 millions habitants							
61	Poursuite de la monoculture de l'arachide							
62	Émeutes à Dakar							
63								
64								
65								
66	Parti unique 66 à 74							
67	CRISE DE L'ARACHIDE (68)							
68	Mouvements de mai 68							
69	Grèves, état d'urgence							
70								
71	Dissolution SES (enseignants) et UED (étudiants)							
72								
73	Parti unique 66 à 74							
74	PDS (Wade) autorisé							
75	PS, PDS et PAI seuls autorisés							
76								
77								
78	MRS, 4 ^e parti autorisé							
79								
80								
81								
82	Multipartisme intégral							
83								
84	Plan d'ajustement structurel							
85								
86								
87								
88	Émeutes, état d'urgence							
89								
90								
91								
92								
93	Libéralisation économique							
94	9 millions habitants							
95								
96								
97								
98								
99								
0	Gouvernement Niassé							
1								
2	Gouvernement Seck							
3								
4	Gouvernement Sall							
5								
6								
7	Le Front Sigil regroupe les							
8	opposants au gouvernement							
9								

LE PHÉNOMÈNE WADE

Elu président en 2000 puis en 2007, Abdoulaye Wade joue depuis 35 ans un rôle central dans la vie politique sénégalaise.

Né en 1926, cet avocat bardé de diplômes, a d'abord été membre de l'UPS, le parti socialiste de l'époque avant de fonder, en 1974, le PDS. Contraint de mettre un terme au régime de parti unique, le pouvoir a légalisé le PDS pour lui faire remplir la fonction de parti d'opposition. Wade a alors accepté pour cela de se dire non plus "social-travailliste" mais "libéral"¹.

Le PDS a su utiliser la volonté de changement de la population pour parvenir au pouvoir. Pour soutenir sa candidature aux présidentielles², il n'a pas hésité à s'allier aux deux partis « pro-soviétiques » pour constituer avec eux une alliance qui a été surnommée « alliance libéralo-communiste ». Par la suite, Wade s'est retrouvé deux fois en prison³ et deux fois ministre de gouvernements dirigés par le PS⁴. Après un moment d'éclipse, où il a séjourné souvent à l'étranger, les deux partis ex-prosoviétiques et le parti d'extrême-gauche AJ/PADS ont fait appel à lui comme candidat de l'opposition aux présidentielles de 2000. « Le fait majeur de la campagne électorale de février-mars 2000 aura été le retour sur la scène politique de Wade, le dernier grand tribun africain. Enracinés dans la culture populaire, ses discours s'adressent d'abord au citoyen ordinaire dans une langue et un langage qui lui sont accessibles.... Ses discours s'éloignent de la « froideur » et de l'apparente cohérence des « technocrates ». Fin connaisseur des populations sénégalaises, et s'exprimant dans un wolof limpide, le « vieil homme » s'est imposé...comme pouvant organiser le renversement d'Abdou Diouf et de ses collaborateurs. A l'issue du premier tour, les autres partis de l'opposition qui voulaient en finir avec le régime socialiste n'avaient d'autre choix que de le soutenir »⁵.

La coalition hétéroclite qui s'est retrouvée au pouvoir en 2000 sous la houlette du "libéral" Wade était composée des partis ayant scissionné récemment du PS⁶, des deux partis ex-prosoviétiques⁷, ainsi que du parti d'extrême-gauche AJ-PADS qui participait pour la première fois à un gouvernement⁸. Nombre d'anciens adversaires de Wade aux présidentielles de 2000 se sont également ralliés au vainqueur du jour⁹.

Depuis l'alternance, on a vu l'arrivée d'une couche dirigeante encore plus avide que les barons du PS, s'appropriant sans vergogne des biens publics comme par exemple la corniche à Dakar. La corruption atteint des sommets inégalés.¹⁰ C'est la fuite en avant vers un régime de pouvoir personnel. La crise politique risque d'être très aiguë avec la perspective d'une succession de Wade par son fils Karim.

WADE VU PAR SEMOU PATHE GUEYE

Wade n'est pas à proprement parler « libéral », mais plutôt un « libéral-populiste ». Dès le début, Wade a été ambigu. Sur le plan idéologique, il y avait eu la règle des trois courants, et Wade a choisi de représenter le courant « libéral » alors qu'auparavant, il se disait « travailliste ». Wade se disait donc officiellement libéral, mais sa base était essentiellement composée de membres des couches populaires sur lesquelles il a toujours su embrayer. D'abord sur les paysans, auxquels il a donné un cadre d'expression politique légal, puis de plus en plus sur les couches urbaines déclassées, le lumpen-prolétariat.

Et cette contradiction a fait qu'après l'alternance, de nouvelles couches sont venues vers Wade pour profiter des avantages de l'appareil d'Etat.

Sur le plan syndical, Wade avait commencé par construire, au milieu des années 1970, une centrale syndicale, l'UTLS. Au lieu de se dire « c'est une centrale libérale », le PIT qui était alors clandestin s'est dit qu'il y avait des travailleurs dedans. Certains de nos militants¹¹ ont alors infiltré cette centrale et l'ont radicalisée. Et au fur à mesure que la centrale se radicalisait, Wade était obligé de se débarrasser de certains leaders, et l'UTLS a éclaté.

Lorsqu'il est parvenu au pouvoir en 2000, Wade ne contrôlait pas le mouvement syndical. Il a donc cherché à y organiser des scissions. Résultat, il n'y a jamais eu autant de centrales syndicales que maintenant.

WADE VU PAR IBRAHIMA KONTE

L'alternance de 2000 avait été un pas en avant, car auparavant le fatalisme dominait dans la mentalité populaire : "si quelqu'un était élu, c'était parce que Dieu l'avait voulu". L'alternance a permis au peuple de comprendre qu'il pouvait déboulonner un pouvoir en place depuis 40 ans.

Mais cela ne suffit pas lorsque l'on tombe sur un sorcier qui sait manipuler les masses. Wade est un Machiavel au comportement populiste. Il n'hésite pas aller à la rencontre des manifestants.

Wade sait qu'au Sénégal, les gens n'ont pas l'habitude de grands travaux car, en 40 ans, le PS n'a pas fait grand chose. Les gens n'ont pas l'habitude de voir Dakar avec des chantiers, des ponts, des bulldozers. Les Sénégalais n'ont jamais vécu cela. Et c'est une des raisons pour lesquelles il a réussi à obtenir un deuxième mandat en 2007.

Mais en fait, on assiste à une mal-gouvernance extraordinaire. Wade a dépensé en 7 ans ce que le PS n'a pas dépensé en 40 ans. Wade obtient des financements provenant de pays arabes, et la presse parle de blanchiment d'argent. Mais le résultat est qu'il y a des chantiers partout, et dans l'imagination populaire les gens disent : certes, il dépense beaucoup, mais il travaille, c'est « le vieux travailleur ». La population a du mal à trouver aujourd'hui ses repères. Dans les années 1990,

le PIT et la LD/MPT ont gouverné avec le PS, qui est responsable de l'incurie que nous avons vécue pendant 40 ans. Et en 2000, ils se sont retrouvés au gouvernement avec Wade !

Le problème du Sénégal est que ce sont les partis de gauche qui ont mis sur pied l'idée d'alternance. Mais malheureusement, ils n'ont pas les masses avec eux : l'idée de communisme est diabolisée et les partis marxistes n'ont pas su s'adapter. Quelque part, ils n'ont pas une ligne de masse. Certains de leurs militants boivent de l'alcool, et cela ne passe pas auprès des musulmans. Et pourtant Wade est encore plus athée qu'eux : pour moi, jusqu'à preuve du contraire, il ne croit à rien. Néanmoins, il se met face contre terre pour saluer les marabouts et il leur donne des milliards. Wade nous a battus parce que c'est un libéral qui a un comportement populiste de gauche : Wade a pris plus de mesures sociales que le PS en 40 ans. Quand les jeunes manifestent, il va les voir et mange avec eux. Wade n'hésite pas à se déplacer en bus. Les autres leaders ne le font pas. Même si l'on voit certains d'entre eux défiler de temps en temps avec les travailleurs, comme par exemple le 1^{er} mai.

Certains aspects du régime sont très inquiétants : Wade finance en effet des milices du genre de celles qui avaient organisé l'assassinat d'un policier du temps où il était dans l'opposition. Il s'est allié, par ailleurs, à des confréries mourides au sein desquelles existent de telles milices. Le Congo a commencé comme cela avec les cobras.

Pour l'instant il y a une opinion sénégalaise, une société civile, des partis de gauche, une tradition de débat démocratique etc. Mais ce n'est pas irréversible. La misère qui se développe en ce moment peut faire le lit à de tels développements.

- 1 Jean Mariel Nzouankeu Les partis politiques sénégalais (1983) pp 59-69 ; Diop-Diou (1990) pp 209-210 ; Bathily présente Wade comme un « dissident de l'UPS », « contraint de s'aligner sur le courant libéral » - Mai 68 à Dakar pp 144-145.
- 2 Diop-Diouf (1990) p 218.
- 3 Wade a été emprisonné par le pouvoir socialiste en 1989, 1994 et 1998. Il a participé à des gouvernements PS en 1991-1992 et 1995-1998.
- 4 La presse sénégalaise préfère utiliser le terme d' « entriste » pour définir un parti jouant le rôle de partenaire minoritaire dans une coalition gouvernementale (cf. Coulibaly - 2006).
- 5 Momar-Coumba Diop "Le Sénégal à la croisée des chemins" Politique Africaine n° 103 p 111.
- 6 L'URD de Djibo Leïty Ka a été constituée en 1998 et l'AFP de Moustapha Niasse en 1999.
- 7 Le PIT ne reste que 8 mois au gouvernement, la LD/MPT y participe de 2000 à 2005.

- 8 AJ-PADS interrompt sa participation en 2007 et retourne au pouvoir en avril 2008.
- 9 La presse sénégalaise les appelle « les transhumants ». Dans son livre paru en 2006, le journaliste Abdou Latif Coulibaly estime (page 190) que 83 % des ministres n'ont jamais adhéré aux positions de Wade quand il était dans l'opposition.
- 10 Voir notamment à ce sujet les ouvrages de Latif Coulibaly
- 11 A l'époque, Djibril Diop, qui a par la suite fondé l'UTS, et Aïdara, secrétaire général du SYTS-CNTS depuis 2006, étaient par exemple au PIT.

QUELQUES LECTURES :

www.sopionline.com

<http://afriquepluriel.ruwenzori.net/senegal-a.htm>

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Abdoulaye+Wade

LE PAI – PARTI AFRICAIN DE L'INDEPENDANCE

Depuis longtemps, le PAI ne joue plus qu'un rôle très marginal dans la vie politique sénégalaise. Cela ne peut que s'accroître avec le décès en 2007 de son leader historique, Majhemout Diop. L'intérêt d'évoquer le PAI vient du fait qu'il a été la matrice dont sont issus les deux autres partis ex-prosoviétiques (le PIT et la LD/MPT), une partie des organisations d'extrême-gauche et de nombreux syndicalistes.

Parti inter-africain lié à l'URSS, le PAI avait été une composante essentielle de la lutte pour l'indépendance. Il avait été créé le 15 septembre 1957 par des militants originaires du Niger, du Mali, de la Guinée et du Sénégal¹.

Ibrahima Konté raconte : Historiquement parlant, le PAI était le parti qui, avec les syndicats, disait qu'il fallait aller à l'indépendance rapidement. Le PAI a été très puissant. Beaucoup de militants en sont issus, comme par exemple Landing Savané, le futur leader de l'extrême-gauche, qui a commencé par militer dans l'organisation de jeunesse du PAI. Mais ce parti n'arrivait pas à engranger à un niveau de masse.

Au début des années 1960, le PAI avait néanmoins gagné les élections à Saint-Louis. Il n'était pas concevable pour le pouvoir que la deuxième ville du Sénégal, l'ancienne capitale de l'AOF, tombe aux mains de l'opposition. La répression s'est alors abattue sur le parti. Des religieux faisaient campagne contre lui en disant que c'étaient des communistes qui ne croient pas en Dieu, et qui ne prient pas. Et dans un pays comme le Sénégal, on se méfie des gens qui n'ont pas de religion. Cela se conjugait avec la campagne idéologique liée à la guerre froide.

Majhemout a alors déclaré qu'il allait se battre et faire un maquis comme les vietnamiens². Des gens du PAI étaient effectivement allés à Cuba dans le but de créer un maquis au Sénégal. Le ministre de l'intérieur de l'époque avait été membre du PAI en France. En revenant au Sénégal il s'était rallié au pouvoir et a contribué au démantèlement du maquis. Tous les problèmes sont venus de là. Le PAI a été dissous, Majhemout a été exilé ainsi que tous les jeunes cadres, comme par exemple Amath Dansokho. Les autres sont restés dans la clandestinité. Une coupure a alors eu lieu entre les militants de l'extérieur et ceux de l'intérieur.

En mars 1966, la police procéda à l'arrestation de dizaines de responsables du PAI à travers le pays, pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Tout l'appareil clandestin du parti fut découvert par la police. Certains militants emprisonnés ont alors été torturés. Les arrestations et dénonciations conduisirent à la désorganisation totale du parti dont la direction avait perdu l'initiative en raison des divergences idéologiques et tactiques entre différentes personnalités de l'in-

térieur ou en exil. « Les démissions et retournements de certains ténors du parti contribuèrent aussi à son effondrement »³. Tout cela n'a pas empêché les militants du PAI d'être très présents dans les mobilisations de mai 68.

En 1968-1969, ce qui reste du PAI au Sénégal a connu des scissions, en partie du fait que les soixante-huitards ne se reconnaissaient plus dans un parti dominé par des militants de la génération précédente, dont la plupart étaient en exil.

En 1976, Senghor a décidé de légaliser la poignée de militants restés fidèles à Majhemout Diop, en exil depuis près de 15 ans. Ibrahima Konté, qui a connu de l'intérieur cette histoire, raconte : Afin de créer la division, et sachant que Majhemout ne contrôlait rien au Sénégal, Senghor l'a amnistié et lui a demandé de revenir pour représenter le « courant marxiste ». Majhemout est donc revenu et, sans consulter les gens à la base, a déclaré représenter le PAI, alors qu'existait sur place le PAI clandestin avec Amath Dansokho, Semou Pathé Guèye, etc. C'est Senghor qui a imposé la reconnaissance légale du parti représenté par Majhemout en disant qu'il était le leader historique du PAI, même s'il ne contrôlait plus rien sur place suite à son exil depuis presque 15 ans. Une partie des militants du PAI clandestin ont alors décidé de fonder le Parti de l'indépendance et du travail (PIT).

En 1976, d'autres anciens militants du PAI originel ont participé à la fondation de RND⁴.

Aux élections présidentielles de 1993, le PAI a soutenu la candidature du socialiste Abdou Diouf, puis en 2007 celle de Wade.

Lors des élections législatives de 2001, le PAI n'a recueilli que 3 682 voix, soit 0,20 %, et n'a donc eu aucun siège à l'Assemblée nationale.⁵

1 www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=article&no=3783

2 Peu avant sa mort, Majhemout Diop a déclaré : « Il y a eu la présence de camarades dans les campagnes sénégalaises. Et les gens ont crié haut et fort que nous déclençons la guérilla alors que ce n'était pas vrai. Nous n'avons déclenché aucune guérilla ! On avait seulement déplacé et pré-positionné des camarades en leur disant : « si jamais les paysans se révoltent, vous prendrez la tête ». Les paysans ne se sont pas révoltés. Nous avons été dénoncés. On a torturé des camarades. On a rempli les prisons et voilà ce qu'on appelait les maquis du Sénégal oriental et de la Casamance ». www.alliance-panafricaniste.com/MAJHEMOUT-DIOP,-LEADER-DU-PARTI-AFRICAINE-DE-L-INDEPENDANCE-PAI-Je-revais-de-liberer-l-Afrique,-Wade-voyait-comment-il_a25.html

3 M-C Diop et M. Diouf (1990) pp 219-220 ; Abdoulaye Bathily Mai 68 à Dakar (1992) p 30.

4 Jacques Mariel Nzouankeu "Les partis politiques sénégalais" (1984) p 41.

5 Concernant le PAI, voir également :

www.archipo.com/archiveur_dossier.php?nom=Majhemout+DIOP